

**Secrétariat Général**

B.P. 357 Kigali/Rwanda

Tél. : (+250) 575439

Fax : (+250) 578080

E mail: [cerwanda@rwanda1.com](mailto:cerwanda@rwanda1.com)

## **COMMUNIQUE FINAL DU COLLOQUE SUR « L'ÉGLISE ET LA SOCIÉTÉ RWANDAISE FACE AU GENOCIDE ET AUX MASSACRES, DIX ANS APRES »**

A l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du génocide par le Rwanda et la communauté internationale, la Conférence des évêques catholiques du Rwanda a organisé un Colloque sur « **L'Église et la Société rwandaise face au génocide et aux massacres, dix ans après** » afin d'éclairer davantage la mémoire de cet événement historique au plus haut point et en tirer des leçons profitables à un nouvel élan de l'Église dans sa mission d'évangélisation. Ce Colloque de trois jours a regroupé un public d'environ 180 personnes, membres du gouvernement, de l'Église, du Corps diplomatique et des organismes d'aide. Le Colloque s'insère dans une série d'autres actions menées dans le but d'éclairage et de relèvement. Nous pouvons citer les principales comme la célébration en l'an 2000 du centenaire de l'évangélisation du Rwanda et les synodes diocésains qui l'ont préparée, accompagnée et clôturée ; les Colloques sous-régionaux des Grands Lacs que l'ACEAC a organisés notamment à Kinshasa en 1994, à Nairobi en 1999, à Kigali en 2002 ; le Colloque international qui réunissait les pays qui ont connu un génocide ou des phénomènes similaires, en octobre 2001.

La cérémonie d'ouverture du Colloque actuel a débuté par un mot de bienvenue de S.Exc. Mgr Frédéric RUBWEJANGA, Président de la Commission Episcopale « Justice et Paix » et Evêque de Kibungo, adressé aux invités et aux participants, et leur a rappelé le but de la rencontre. Ensuite, S.Exc. Mgr Guido Anselmo PECORARI, Nonce Apostolique au Rwanda et Délégué du Saint Siège au Colloque, a prononcé une allocution où il a exhorté l'Église qui est au Rwanda à promouvoir la justice et la réconciliation qui sont la base d'une paix durable. A son tour, le Président de la Conférence des Evêques du Rwanda, S.Exc. Mgr Alexis HABİYAMBERE, Evêque de Nyundo, a lu un message du Saint-Père, transmis par le Cardinal SODANO, Secrétaire d'Etat du Vatican. Le message exprimait la sympathie du Saint-Père à l'Église et au peuple rwandais meurtri par le drame du génocide. Il a exhorté l'Église à affronter les défis qui lui sont posés, à savoir la réconciliation du peuple et la lutte contre le Sida. Il a appelé l'Église à initier une civilisation de l'amour fraternel, source de toute paix authentique et sincère.

Le Premier Ministre qui représentait le Chef de l'Etat, a transmis l'hommage de salutation du Président de la République. Il a loué les réalisations de l'Église Catholique depuis son implantation au Rwanda, surtout dans le domaine socio-économique, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé et des infrastructures de toute sorte. Tout en évoquant les accusations qui ont été portées, à tort ou à raison, contre l'Église concernant son implication dans le génocide, il a insisté sur le rôle qu'elle doit jouer dans la reconstruction et la réconciliation du peuple rwandais.

## Les Conférences

### **I. LES FAITS LES PLUS IMPORTANTS DE LA SOCIÉTÉ RWANDAISE EN RAPPORT AVEC LE GENOCIDE**

Le thème a été traité par S. Exc. Mgr Philippe RUKAMBA et le Docteur Paul RUTAYISIRE.

La première conférence du jour a été donnée par S.Exc. Mgr Philippe RUKAMBA. Elle a porté sur « L'Eglise Catholique et le pouvoir politique, de 1900 à 1950 ». L'orateur a divisé cette période en deux parties, celle du Protectorat allemand et celle du mandat et tutelle belge. Pour Mgr Philippe RUKAMBA, les missionnaires ont collaboré avec les puissances coloniales allemande et belge dans un double objectif, celui de favoriser l'instauration du nouvel ordre colonial et de réaliser leur propre mission. Ceci se réalisait au début dans un contexte de leadership et de conflit interne grave.

Durant l'occupation allemande de 1900 à 1916 sous l'épiscopat de Mgr Hirth, un climat de suspicion mutuelle s'est entaillé entre les missionnaires catholiques et le pouvoir colonial allemand. La mésentente portait sur le rythme des réformes jugées nécessaires et l'immixtion dans l'administration traditionnelle en écoutant les plaintes justifiées ou pas de la population et à cause de l'attitude des missionnaires à l'égard de l'autorité centrale.

A l'époque, les allemands avaient opté pour l'administration indirecte comme mode de gouvernement. Les belges ont maintenu cette option avec une intention précise de favoriser les institutions traditionnelles. Ils se sont réservé le droit cependant de changer ce qui devait l'être à leur avis. C'est ainsi qu'eurent lieu les réformes des années 30 qui ont été conçues et réalisées. Elles modifiaient complètement le système traditionnel en l'ethnisant davantage autour des tutsi. Mgr Classe y a joué un rôle non négligeable.

Cette collaboration étroite explique en partie le mouvement de conversion massive appelé tornade.

L'école a joué également un rôle important dans la réalisation du projet colonial et dans l'évangélisation. La double caractéristique consiste en une grande importance accordée à la scolarisation de base qu'à la formation d'une élite et à l'aggravation du clivage ethnique.

Enfin, l'orateur a terminé sur le mythe des origines et son implication dans la crise rwandaise.

La deuxième partie de l'exposé portait sur « L'Eglise catholique et le pouvoir politique de 1950 à 1994 ». elle a été développée par le Dr Paul RUTAYISIRE, professeur au Grand Séminaire de Nyakibanda. Il a mis en évidence les enjeux à la veille de la décolonisation. Les réformes socio-économiques et politiques réalisées par la tutelle sous pression de l'ONU ont exacerbé les frustrations parmi l'élite rwandaise. A la veille des remous politiques en 1956, la tutelle n'avait pas un plan politique précis. Aux contestations des élites rwandaises, elle, et une partie de la hiérarchie catholique, a opté pour l'élite hutu, qui réduisait la problématique de la décolonisation à un antagonisme hutu-tutsi. Ces changements d'alliances et la mort soudaine du Roi Mutara RUDAHIGWA, ont précipité le pays dans les tensions et les violences à caractères ethniques. Sous la première République, il y a eu le renforcement du PARMEHUTU et son idéologie exclusiviste. Avec les attaques des Inyenzi en 1964, la pratique des représailles sur les tutsis de l'intérieur, chaque fois que le problème des réfugiés revenait sur la scène politique, devenait courante.

Il s'installa un pouvoir monolithique qui s'est concentré petit à petit dans les mains d'un petit groupe. On voit l'émergence du régionalisme. Avec la crise de 1973, les tutsis deviennent bouc

émissaire pour voiler qu'il y a une crise politique interne. Les rapports entre l'Eglise et l'Etat sont restés les mêmes que durant le régime colonial.

Sous la deuxième République, l'orateur a relevé les points suivants :

- l'exacerbation des exclusions sociales, régionales et ethniques comme effet de l'application de la politique de l'équilibre ethnique et régional ;
- le contrôle social et politique au sein d'un parti Etat qu'était le MRND ;
- la crise social et économique non reconnu par le régime ;
- la question des réfugiés ignorée.

L'Eglise Catholique et toutes les confessions religieuses ont été cooptées par le système MRND.

Pendant la période de la guerre qui va de 1990 à 1994, on est passé d'une démocratisation contrôlée à une ethnisation de plus en plus forte du débat politique sous la pression de la guerre et du partage du pouvoir exigé par les Accords d'Arusha.

A la veille du génocide, il y avait une dérive ethniste et une logique génocidaire repente.

## **II. LES PRINCIPES DE L'ENGAGEMENT SOCIO-POLITQUES DE L' EGLISE**

Ce thème a été conjointement traité par S.Exc. Mgr Anastase MUTABAZI, Eveque de Kabgayi et Mgr Patient KANYAMACUMBI, du Diocèse de Goma en RDC.

Les orateurs ont commencé par un résumé de l'enseignement dogmatique et moral de l'Eglise en le complétant par des éléments de la législation canonique, de la philosophie héritée d'Aristote et de la spiritualité catholique. Ce sont là, d'après l'un des orateurs, les principes et les valeurs dont s'est servi l'Eglise dans son engagement socio- politique, depuis les deux mille ans de son existence.

Dans ces premiers siècles, l'Eglise a vécu dans un contexte de chrétienté que le deuxième concile du Vatican a ouvert et élargi à l'échelle planétaire. Après le Concile, l'Eglise a créé de nouveaux organismes tels que la Caritas Internationalis et la Commission « Justice et Paix » qui permettent à l'Eglise d'organiser de manière stable et permanente, la communion, la charité et la justice en faveur de toute personne humaine. En terminant, les orateurs ont brièvement expliqué l'applicabilité des principes socio- politiques de l'Eglise au Rwanda d'aujourd'hui, dix ans après le génocide.

## **III. LE COMPORTEMENT DE L' EGLISE PENDANT LE GENOCIDE**

Le Thème a été traité par S.Exc. Mgr Thaddée NTIHINYURWA, Archevêque de Kigali et Mgr Smaragde MBONYINTEGE, Recteur du Grand Séminaire de Nyakibanda. Les conférenciers ont dégagé le profil de l'Eglise dans son comportement face au génocide. L'archevêque a montré la situation socio- politique depuis les années 1980 jusqu'à la veille du génocide : c'était la crise économique croissante, les injustices sociales criantes, l'impunité et le chômage excessif des jeunes. Mais surtout les discriminations de tout genre et l'égoïsme d'un petit groupe ont silencieusement conduit le pays vers le chaos.

Mgr Smaragde a continué en montrant le comportement de l'Eglise, d'abord à la veille de la visite du Saint-Père au Rwanda. Trois Lettres pastorales des évêques ont servi à réveiller l'esprit du peuple rwandais avec des propositions concrètes pour un nouvel élan d'évangélisation. La visite du Saint-Père, du 7 au 9 septembre 1990, nous a éclairé pour un temps dans un marasme politique du moment. Le déclenchement de la guerre d'octobre 1990 a été l'occasion pour le gouvernement rwandais de réveiller les démons ethniques qui vont servir de plate-forme où va générer le génocide. Le conférencier a montré le rôle que l'Eglise Catholique a joué entre 1990 et 1994, même avec le concours des autres confessions chrétiennes, à travers le Comité de contact. Mais leurs efforts n'arrivèrent pas à freiner la passion des intérêts égoïstes des politiciens avec leur idéologie génocidaire qui envenime le climat socio-politique au Rwanda et qui finira par produire le crime du génocide. Dans la période d'avril - juillet 1994, l'Eglise catholique au Rwanda, comme tout le peuple, a été écrasée par les horreurs du génocide qui ont rendu sa voix inaudible et incapable de toute tentative d'intervention.

Le rôle du Saint-Père dans ses multiples interventions a été souligné par le conférencier. Le Saint-Père a clairement dénoncé le génocide et a regretté que certains chrétiens s'y soient impliqués. Enfin, le conférencier a terminé en montrant le dur labeur de mémoire et de réconciliation entamé par l'Eglise aussitôt que le génocide fut arrêté. Et depuis lors, elle s'engage à promouvoir le processus de la justice réconciliatrice et de la reconstruction morale et matérielle pour la paix durable au Rwanda.

#### **IV. LES PERSPECTIVES D'AVENIR**

Le sujet a été traité par S.Exc. Mgr Kizito BAHUJIMIHIGO, Evêque de Ruhengeri et l'Abbé Oreste INCIMATATA, Secrétaire Général de la Caritas Rwanda. Après avoir relaté les faits les plus marquants de la période post-génocide dominée par des secours d'urgence et caractérisée par le retour progressif de la paix, le premier orateur a parlé des défis et a donné les orientations. Le second orateur a développé quelques actions concrètes relatives à ces défis et a donné quelques orientations pour l'avenir.

Concernant les faits, le premier orateur a mentionné :

- La nomination des nouveaux évêques en remplacement de ceux qui avaient été assassinés en 1994 ou étaient arrivés à la limite d'âge canonique
- La solidarité de l'Eglise universelle manifestée par des aides et des visites à tous les niveaux
- L'organisation des synodes diocésains qui ont créé un espace de parole et démystifié la question ethnique, cause principale du génocide.

Il y a aussi la reconnaissance des apparitions de Kibeho et les différentes actions de soutien et de concertation de l'ACEAC.

Concernant les défis, l'orateur a parlé de la saine collaboration entre l'Eglise et l'Etat, la promotion de la morale évangélique fondée sur le respect des droits humains et la protection de la famille, la lutte contre la pauvreté et le développement l'éducation et de la santé.

L'Abbé Oreste INCIMATATA, après un bref aperçu de l'engagement de l'Eglise dans le domaine social durant et après le génocide, a abordé les perspectives d'avenir. Bien que les défis à relever sont immenses, comme ceux de la pauvreté, du VIH/SIDA et de la véritable réconciliation, l'orateur a relevé l'existence, aujourd'hui, d'un environnement favorable qui permet s'engager, notamment la sécurité sur tout le territoire national et une orientation claire de l'autorité publique qui montre les objectifs atteindre à l'horizon 2020.

L'engagement de l'Eglise devrait se concrétiser, a poursuivi l'orateur, dans la réduction de la pauvreté, la lutte contre le VIH/SIDA, la promotion des mutuelles de santé et de sécurité alimentaire.

## **Débats**

La question qui a retenu d'emblée l'attention des participants aux débats fut la fausse identification des rwandais en ethnies ou races. A ce propos, il a été constaté une manœuvre de sélection, de cristallisation, de manipulation, de bipolarisation et d'opposition. Au lieu de prendre le mot «Ubwoko» dans le sens de clan, on l'a pris dans le sens d'ethnie ou race et appliqué aux groupes Hutu, Tutsi et Twa.

L'autre question qui est souvent revenue dans les débats est celle de l'implication de l'Eglise dans la vie politique. Il a été souligné que l'Eglise ne peut pas ne pas s'intéresser à la vie politique du pays où elle est implantée ; mais elle doit le faire avec prudence, discernement et esprit prophétique.

Quant à la question de savoir si l'implication massive des chrétiens dans le génocide peut être considérée comme un échec de l'évangélisation, il a été répondu que l'Eglise Catholique n'a enseigné aucune doctrine qui conduise au génocide; s'il y a eu échec – et échec il y a eu -, c'est celui de toute la société rwandaise dont font partie les chrétiens. S'il faut parler d'échec, c'est dans le sens d'un enseignement qui a visé un but noble mais qui ne l'a pas atteint.

A la question explicite de la responsabilité de l'Eglise dans le génocide, les réponses provenant des différents intervenants ont tourné autour de la responsabilité personnelle de quelques hommes et femmes de l'Eglise, ainsi que la responsabilité collective de la société rwandaise, Eglise y comprise. Dans ce sens, la question de la demande de pardon par l'Eglise a été posée. Les débats ont conduit à faire la distinction entre l'Eglise comme institution dans sa totalité et certains de ses membres. Comme le dit le Pape Jean -Paul II, les membres de l'Eglise qui ont trempé dans le génocide doivent avoir le courage d'assumer la responsabilité de leurs actes. Mais, on ne peut faire peser la responsabilité des individus sur l'Eglise comme telle. Il a été demandé que l'Eglise comme institution, comme elle en a l'habitude, demande pardon pour ses membres qui ont failli. Cette bonne démarche a été faite solennellement à l'ouverture et à la clôture de l'année jubilaire 2000. Cette démarche est inhérente à la vie de l'Eglise et, de fait, elle s'impose à des moments spéciaux, comme celui de la commémoration du 10<sup>ème</sup> anniversaire du génocide.

L'Eglise a prévu une célébration liturgique qui aura lieu le dernier samedi du mois d'avril 2004 et se répétera chaque année. Voilà une occasion tout indiquée pour la demande de pardon de l'Eglise pour ses enfants, spécialement ceux qui se sont compromis dans le génocide.

A la question de ce que les Eglises sœurs de la région auraient comme rôle dans l'avenir à l'égard de l'Eglise qui est au Rwanda, il a été souhaité qu'il y ait plus de contacts, d'échanges et de visites : que les Eglises sœurs développent une pastorale des migrants visant la juste information des réfugiés, leur retour au bercail et la lutte contre l'idéologie rampante du génocide dans la région.

## **Résolutions**

1. L'histoire de la collaboration entre l'Eglise et le pouvoir en place a montré certaines ambiguïtés. Il faut désormais une collaboration saine respectant les spécificités de chaque institution sans inféodation et sans entrer dans l'opposition.
2. Il faut que la hiérarchie de l'Eglise Catholique montre le courage prophétique en élevant la voix quand il y a une dérive prévisible du pouvoir, surtout en défendant les valeurs de la dignité de la personne humaine, de la vérité et de la justice.
3. Les évêques, les prêtres et les personnes consacrées ne doivent pas faire de la politique active qui est du domaine des laïcs. Ces derniers ne doivent pas non plus séparer leur foi de leur engagement politique.
4. L'histoire de l'Eglise Catholique du Rwanda a montré une certaine défaillance et une certaine passivité des chrétiens dans les moments critiques. Il faut une nouvelle évangélisation qui mette l'accent sur la vie de la foi beaucoup plus que sur les connaissances de la foi apprises par cœur.

### **Recommandations**

Pour relever les défis qui bloquent le développement intégral de la personne humaine et du Rwandais en particulier, les participants à ce Colloque prennent les résolutions suivantes :

1. La nécessité de l'approfondissement de notre foi ;
2. La recherche non des privilèges mais des droits ;
3. La promotion de la pastorale familiale ;
4. La reconnaissance et l'exaltation des actions des personnes qui ont été des modèles de vie chrétienne ;
5. La prise en charge progressive de l'Eglise par elle-même, notamment sur le plan économique, en exhortant les laïcs à prendre conscience de leur rôle essentiel dans leur Eglise ;
6. L'option préférentielle pour les pauvres. Dans ce sens, elle continuera à œuvrer pour le développement humain et s'efforcera d'être du côté des marginalisés, notamment les rescapés du génocide, orphelins, veuves, prisonniers, réfugiés et autres ;
7. L'engagement ferme dans l'effort de réconciliation visant à recoudre le tissu social rwandais déchiré par le génocide ;
8. La lutte contre la pandémie du Sida ; et
9. La réduction de la pauvreté en favorisant la solidarité financière et la micro-finance.

Fait à Kigali , le 31 mars 2004

**S.E Mgr Alexis HABİYAMBERE**  
Evêque de Nyundo et Président de la  
Conférence des Evêques Catholiques du Rwanda.